

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Aix-en-Provence, le

Service Biodiversité Eau et Paysages
Unité sites et paysages

Nos réf. : SBEP/USP/2015-

Vos réf. :

Affaire suivie par : Valérie Normand

valerie.normand@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 04 42 66 65 21 – Fax : 04 42 66 66 01

**Projet de classement des
« Etangs de Saint Blaise et de la
forêt de Castillon »**

Rédacteur : Valérie Normand

Compte rendu de la réunion de concertation du 26 novembre 2015

1- Participants :

- Bernard Calvia- Directeur Communauté d'agglomération du Pays de Martigues (CAPM) ;
- Jacques Balossier- Directeur immobilier Salin du Midi ;
- Dominique Lafleur- Responsable environnement Salin du Midi ;
- Jean-Baptiste Durantis- Responsable Pôle Sel de Mer Salin du Midi ;
- Alain Tchokaklian- Superviseur équipe pipeline Lyonbasell ;
- David Picard- Inspecteur pipeline Lyonbasell ;
- Jean-Michel Jullien- Chef du service pipeline Géosel ;
- Valérie Normand- Inspectrice des sites DREAL PACA/SBEP.

2-Séance :

Bernard Calvia introduit la réunion en rappelant les missions de la CAPM en matière de gestion intégrée du territoire sur lequel elle a compétence (Natura 2000, Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier, gestion de l'étang du Pourra, site archéologique de Saint Blaise). Il explique que la CAPM a également la volonté de protéger le site qui englobe les étangs du Pourra et du Citis. Une partie est par ailleurs déjà protégée ; il s'agit du site inscrit « Abords du champs de fouilles de Saint Blaise à Saint Mitre les Remparts », qui englobe la forêt de Castillon et l'étang du Citis.

Valérie Normand rappelle les règles inhérentes à un site inscrit (déclaration des travaux à l'Architecte des bâtiments de France 4 mois avant le commencement de ces derniers), qui manifestement n'ont jamais été mises en œuvre depuis l'inscription du site en 1967. Elle détaille ensuite le régime d'autorisation en site classé (article L341-10 du code de l'environnement) et cite les interdictions strictes (publicité, camping et nouvelles lignes aériennes si enterrement possible).

* Géosel et les Salins du Midi expliquent chacun à leur tour les aménagements existants sur le site :

- une grosse station de pompage (4 pompes avec de gros débits), dans la zone nord-ouest, gérée par les Salins du Midi ;
- une pompe immergée au sud-ouest de l'étang du Citis, gérée par les Salins du Midi ;
- un canal à ciel ouvert, entretenu par les Salins du Midi ;
- une canalisation gérée par Géosel, qui traverse d'ouest en est l'étang du Citis, avec à l'ouest une partie enterrée nécessitant un débroussaillage de 16 mètres de large, une partie centrale calée au fond de l'étang et une partie enfouie dans un tunnel à l'est.

Valérie Normand explique que les potentielles demandes d'autorisation liées à ces équipements seraient les éventuelles coupes d'arbres sur la zone ouest à débroussailler et les réfections ou extensions de la station de pompage. Dans tous les cas, ce seraient des autorisations préfectorales au titre de la législation sur les sites, qui nécessitent 2 mois de délais d'instruction.

Elle détaille également la procédure de demande d'autorisation (rôles de l'architecte des bâtiments de France et de l'inspecteur des sites) et précise que les inspecteurs des sites de la DREAL étaient là pour épauler les pétitionnaires et répondre à toutes leurs questions.

Valérie Normand explique que pour les nouvelles constructions (voire celles qui existent déjà), un effort d'intégration paysagère serait demandé et que les services d'un paysagiste et/ou d'un architecte seraient nécessaires. Elle prend quelques exemples tels que la forme et la couleur des grillages, la morphologie et les matériaux des stations de pompage.

Valérie Normand approuve la demande d'un participant, afin que les annexes de l'étude de classement intègrent un volet détaillé sur la réglementation et sur le montage des dossiers de demande d'autorisation.

* Géosel et les Salins du Midi expliquent ensuite les opérations indispensables qu'ils réalisent régulièrement sur leurs installations. Celles-ci s'avèrent être de l'entretien au titre de la législation sur les sites (donc non soumis à autorisation) :

- surveillance aérienne ;
- vérification 2 fois par mois, de toutes les servitudes par des opérateurs *in situ* ;
- surveillance des équipements dans l'étang du Citis par des plongeurs ;
- surveillance des coffrets existants en plastique noir ou bleu, posés à la surface du sol (0,60 m de haut et 0,20 m de large), avec une borne signalétique (en béton ou plastique blanc). Nécessité de débroussailler 1 mètre autour.
- surveillance de la station de pompage au nord-ouest ;
- surveillance de la pompe immergée au sud-ouest ;
- curage du canal.

3-Conclusion :

Les participants ont conclu que le classement du site « Les étangs de Saint Blaise et la forêt de Castillon » ne serait pas *a priori* un obstacle à leurs activités économiques respectives, à condition d'anticiper *a minima* les demandes d'autorisation potentielles à effectuer. Cependant, les représentants de Géosel et des Salins du Midi présents se sont exprimés au plan technique mais n'ont pas à leur niveau le pouvoir de décider si leurs sociétés sont favorables ou non au projet de classement. C'est pourquoi cette demande a été transmise en interne à leurs directions avec le plan du projet de périmètre de classement (document de travail) communiqué en séance aux représentants de la société des Salins du Midi. La société des Salins du Midi répondra et fera part de ses observations éventuelles à la DREAL dans les meilleurs délais.